

# La coopération a fait son temps, place au co-développement scientifique !

Par Mohamed JAOUA  
École nationale d'ingénieurs de Tunis (Tunisie)  
mohamed.jaoua@enit.rnu.tn

*Un demi-siècle après l'ère des indépendances, la coopération scientifique Nord-Sud tarde à s'adapter au nouveau contexte international. Face au géant américain, qui draine toute l'intelligence du monde en offrant des moyens et des conditions de travail exceptionnels, il serait suicidaire pour la Francophonie de s'aventurer sur le même terrain, dans une confrontation perdue d'avance. Sa seule alternative, également salutaire pour ses versants Nord et Sud, est au contraire d'opposer à ce schéma prédateur la structuration d'une véritable zone de co-développement scientifique, redonnant vigueur à l'expérience du premier pôle en prenant appui sur la fraîcheur et la jeunesse du second.*

## **Introduction**

Quelle coopération scientifique la Francophonie entend-elle proposer aux pays de Sud pour ce XXI<sup>e</sup> siècle ? Celle qui s'est dessinée lors de l'émergence des nouveaux Etats, consistant d'une part à dépêcher sur les lieux des enseignants pour aider à la construction des nouvelles universités, d'autre part à accueillir sur son sol des étudiants, censés retrouver leur pays pour contribuer à son développement à l'issue de leur formation, a désormais épuisé son rôle historique. Non que les échanges humains soient devenus obsolètes, ils sont et resteront l'essence même de toute coopération scientifique. Mais le développement du monde a connu une évolution que les esprits les plus chagrins n'imaginaient même pas dans les années 60 : les écarts entre le Nord et le Sud n'ont cessé de se creuser, et passée la première euphorie de la libération, les nouvelles universités – dont certaines d'excellente facture – sont contraintes, face aux sureffectifs et à l'absence de moyens, surtout d'encadrement, de jouer davantage un rôle de centres de formation, plus ou moins effective, que de développement scientifique. Les flux humains Nord-Sud se sont taris, tout en changeant de nature : les longs séjours (plusieurs mois ou années) de jeunes enseignants-chercheurs participant à la construction d'édifices ont laissé la place aux courtes visites d'experts. Il y a beaucoup de bonnes raisons à cela : l'évolution des besoins et la réduction des crédits de coopération, la situation parfois instable de certains pays, qui peut légitimement rebuter les plus enthousiastes, le retour en force – dans le giron du libéralisme triomphant des années 80 – de relents isolationnistes sous de nouvelles appellations telles que « afro-pessimisme », etc. Dans le même temps, les flux Sud-Nord se sont eux aussi profondément modifiés : la formation initiale des bacheliers concerne de plus en plus les filières technologiques, et sa place diminue au profit des formations doctorales.

Il n'y aurait rien à redire à tout cela – semble-t-il – puisque cette évolution correspond à celle des besoins des pays en développement... Sauf que ces besoins sont aussi ceux des pays d'accueil, dont les économies sont capables – et désireuses – d'absorber sans coup férir, et sans souci de nationalité, les jeunes formés dans leurs universités. Les instruments de la coopération sont de ce fait transformés en gigantesques épuisettes drainant vers les pays riches les jeunes élites des pays pauvres, après que ces derniers eussent consacré leurs maigres ressources à leur préparation et à leur prise en charge durant la période improductive de leur existence. A cet effet structurel pernicieux du dispositif, à la disparité sans cesse croissante des conditions de vie et de travail, s'ajoutent en outre les efforts spécifiques déployés par les pays du Nord pour accentuer le drainage des meilleurs scientifiques des pays du Sud : bourses de toutes sortes, facilités d'immigration, etc. De ce « combat »<sup>1</sup> du pot de fer contre le pot de terre, l'issue serait inexorable si aucun grain de sable ne venait se mettre en travers.

---

<sup>1</sup> Le terme est au demeurant impropre, dans la mesure où les nations « pillées » n'offrent pas de résistance, et qu'elles collaborent même activement à leur propre appauvrissement, car il leur paraît à tout prendre préférable à la gestion de populations qualifiées sans perspective d'emploi à la mesure de leurs compétences.

## **1. Le « brain drain » affecte aussi le Nord**

A des degrés certes divers, les pays francophones du Nord et du Sud souffrent en fait du même mal, le pillage de leurs élites par une puissance plus forte qu'eux, offrant conditions de travail et structures attractives pour drainer les chercheurs du monde entier. S'ils peuvent apporter des solutions – d'ailleurs dérisoires – pour le court terme, les efforts du Nord en vue de compenser ses déficits avec l'Amérique par une accentuation de la ponction sur les pays du Sud se révéleront à la longue des remèdes pire que le mal. Car en déséquilibrant des structures éducatives fragiles, en les privant des cadres d'enseignement et de recherche qui leur permettent tant bien que mal de jouer leur rôle dans la reproduction de leurs élites, les pays francophones du Nord tueraient leur poule aux œufs d'or et apporteraient une pierre supplémentaire à la désertification scientifique du Sud. Sans nécessairement en tirer profit car, s'ils sont confrontés à la nécessité impérieuse de partir, au moins les scientifiques du Sud conservent-ils le choix de leur destination, et pour les plus brillants d'entre eux, celle-ci ne parle pas français.

Opposer à cette logique prédatrice, à cet attracteur universel qu'est l'Amérique, des pôles multiples de développement et de stabilité répartis, est donc une nécessité vitale pour la Francophonie dans son ensemble, Nord et Sud réunis. Et une tâche dont ni les uns ni les autres ne peuvent venir à bout par leurs seuls moyens. Évidence pour les pays du Sud, qui ne sauraient se passer de leur principal appui au développement, et de leur fenêtre trop souvent exclusive sur le monde. Mais évidence aussi, quoique plus récemment admise, pour les États francophones du Nord, dont les faibles démographies et les politiques migratoires restrictives constituent autant de handicaps face aux États-Unis. Pour les surmonter, et éviter de se retrouver dans un tête à tête fatal, une « profondeur stratégique » leur est indispensable, que seul un environnement géographique constitué de pays équilibrés serait en mesure de leur apporter.

Il conviendrait pour cela qu'ils reconsidèrent leurs rapports avec les pays du Sud dans cette perspective : plutôt que d'attirer leurs jeunes instruits afin de les fixer au Nord, ne devraient-ils pas aider à les fixer dans leurs pays, tout en les intégrant dans un espace scientifique ouvert ? Au lieu de se préoccuper exclusivement de la promotion de rapports bilatéraux – entendez de zones d'influence exclusives – ne devraient-ils pas favoriser l'émergence de pôles scientifiques régionaux susceptibles – par leur dimension et leurs structures – de constituer des espaces appropriés d'échanges et d'élaboration ? Situer la coopération scientifique avec le Sud dans la perspective d'une communauté de destins, plutôt que dans celle de l'assistance « humanitaire », prendre à bras le corps la redéfinition de ces rapports et la construction d'un *nouvel ordre* – expression galvaudée s'il en est, mais pourtant si nécessaire – avec la même énergie et la même persévérance qui ont conduit en moins d'un demi-siècle de la haine et la dévastation à l'intégration économique et monétaire européennes... voilà l'impérieux *aggiornamento* dont les rapports Nord-Sud ont besoin, sous peine de décrire indéfiniment les diverses gammes – tout aussi stériles les unes que les autres – du *lamento*, et leur contrepoint cartésien.

## **2. Heurs et malheurs de la coopération scientifique Nord-Sud**

Nous en sommes hélas encore loin. Le volet scientifique reste la dernière priorité des politiques de coopération, ses budgets sont les premiers touchés en cas de crise ou de récession, et les engagements du Nord vis-à-vis de ses partenaires du Sud sont revus à la baisse, voire annulés, dès que des urgences plus immédiates apparaissent, c'est-à-dire tous les jours. Les pays du Nord, loin de considérer cette coopération comme un investissement pour l'avenir, la voient au mieux comme l'accomplissement d'une sorte de devoir d'assistance, et au pire comme un sésame leur ouvrant les portes des marchés, et les fermant devant leurs concurrents. Quant aux pays du Sud, qui n'ont aucune possibilité d'intégrer dans leurs planifications des budgets de coopération de plus en plus fantasques, ils se contentent le plus souvent d'en faire usage comme de « fonds spéciaux », pour servir des objectifs difficilement atteignables dans le cadre de leurs budgets publics : distribution de bourses et d'autres moyens selon des critères qui doivent peu au mérite, maintien de fonctionnaires inutiles, financement d'éléphants blancs divers et variés...

Le tableau – qui peut paraître sombre – comporte évidemment quelques réussites. Même si elles apparaissent dérisoires et isolées, elles méritent d'être étudiées car elles sont souvent le fait de groupes exceptionnels, qui n'ont été que très modestement dotés pour faire aboutir des projets originaux, conçus de manière à répondre aux besoins d'autonomie de sociétés en devenir, plutôt qu'à pérenniser l'assistance et la dépendance qui en découle. Elles sont donc porteuses de visions nouvelles et précieuses pour l'avenir.

Parmi les ONG opérant sur le terrain, je voudrais citer le CIMPA<sup>2</sup> dont l'action vise, depuis près d'un quart de siècle, à favoriser l'émergence et la consolidation de communautés mathématiques productives et structurées dans les pays en développement. Il s'efforce d'imaginer et de mettre en œuvre des mécanismes effectifs d'insertion de communautés mathématiques éclatées et dispersées au sein de la grande communauté internationale. Seule une telle insertion est en effet à même de vaincre les handicaps liés à la modestie des effectifs et des moyens, ainsi qu'à l'isolement des individus vis-à-vis de l'extérieur comme au sein de leurs sociétés elles-mêmes. Elle s'inscrit en outre dans une perspective de développement, au contraire du transfert – sous couvert d'aide à leur formation – des élites intellectuelles du Sud vers le Nord.

Tout aussi digne d'intérêt est l'initiative d'AIRE *développement*<sup>3</sup>, structure créée par et autour de l'IRD<sup>4</sup>, avec pour objectif de soutenir par différents moyens, et sur une durée raisonnable (6 ans), l'émergence et la consolidation d'équipes de recherche durables et performantes dans les pays du Sud. C'est cette même logique qui prévaut à l'ICTP<sup>5</sup>, notamment dans son programme d'équipes associées, ainsi qu'à l'AUF<sup>6</sup> qui a heureusement renoué, par le biais de son programme des « Pôles d'excellence régionaux », avec l'appui significatif apporté à certaines équipes pouvant jouer un rôle de locomotive et de relais du développement scientifique dans une région, plutôt qu'au seul saupoudrage d'appuis aussi modestes qu'ineffectifs.

De telles démarches, bien que soutenues par des gouvernements et des institutions internationales, restent pourtant singulières dans le paysage de la coopération. Certes, l'existence de communautés scientifiques productives et structurées dans les pays en développement semble constituer un préalable indispensable à leur mise en œuvre. Mais des noyaux solides, même réduits, peuvent suffire à opérer autour d'eux – en prenant appui sur des ressources bien conçues pour servir cet objectif – une agrégation fondatrice. Et de tels noyaux existent dans grand nombre de pays du Sud. Pourquoi donc les moyens appropriés, largement identifiés par les analystes, et validés par les expériences pionnières citées plus haut, tardent-ils à être déployés par les décideurs ? Et pourquoi un organisme tel que le CIMPA, pour ne citer que lui, voit-il ses ressources décroître régulièrement malgré les évaluations qui soulignent l'efficacité remarquable de son action, ainsi que sa pertinence et son adéquation aux besoins des communautés mathématiques du Sud ?

C'est, il faut bien l'admettre, que l'efficacité et le développement ne sont pas les objectifs uniques, ni même essentiels, de la coopération scientifique. Celle-ci n'est qu'un moyen – parmi d'autres – au service de politiques complexes d'influence, du reste pas totalement illégitimes ou immorales. Et les acteurs de la science, qui sont souvent à l'origine des initiatives les plus pertinentes grâce à leur connaissance du terrain et des hommes, ne peuvent donc se contenter de renvoyer les « politiques » à la contradiction entre la générosité de leur discours sur la coopération et la réalité de celle-ci. Au-delà de ce débat « éthique », qui doit certainement continuer à être mené, il leur appartient aussi d'intégrer les objectifs stratégiques poursuivis par la coopération, et de souligner les inadéquations des politiques menées, y compris par rapport à ces objectifs.

Dans une démarche de coopération effective, il ne peut en effet y avoir que deux – ou zéro – gagnants. A cet égard, la puissance américaine a parfaitement perçu le parti qui peut être tiré du développement scientifique des pays (ou au moins de certains pays) du Sud. Des initiatives telles que la « *Millenium Science Initiative* » se proposent de favoriser l'émergence de pôles régionaux d'excellence dans plusieurs disciplines, avec le concours de la Banque mondiale et de l'*Institute for Advanced Studies* de Princeton. Si la générosité n'est pas leur seul moteur, de tels pôles pouvant à l'évidence jouer le rôle de bassins de recrutement privilégiés, leur mise en place n'en constituerait pas moins une avancée décisive pour les Etats qui sauraient les accueillir. Par leur biais, ils acquerraient en effet une capacité scientifique, dont une partie, sans doute la plus brillante, nourrirait certes le *brain drain*, mais une autre – qui n'aurait jamais pu voir le jour autrement – resterait au pays pour servir son développement. Plus encore, l'existence d'un tel pôle place le pays ou la région qui l'abrite au cœur de la production scientifique, elle le désenclave et en fait une destination « comme les autres » pour la communauté scientifique internationale, et non pas un « *no man's land* » ou l'on ne se rend que par souci de solidarité.

---

<sup>2</sup> Centre International de Mathématiques Pures et Appliquées, Nice, France.

<sup>3</sup> Agence pour l'Investissement dans la Recherche à l'Etranger, Paris.

<sup>4</sup> Institut de Recherche pour le Développement, Paris.

<sup>5</sup> The Abdus Salam International Centre for Theoretical Physics, Trieste, Italie.

<sup>6</sup> Agence universitaire de la Francophonie.

Or ce que le pragmatisme américain admet volontiers, la Francophonie – prisonnière de pudeurs qui ne trompent plus personne – répugne à le reconnaître et à l'affronter. Alors que le débat s'est déplacé, quittant le terrain de la nécessaire solidarité du Nord avec le Sud, pour opposer les partisans de la diversité culturelle à ceux d'un monde unipolaire, alors qu'il ne s'agit plus de coopération mais bien de survie, non plus pour le seul Sud – ce qui ne serait pas nouveau – mais pour la Francophonie dans son ensemble, continuer à le traiter avec des instruments hérités de la période passée, faite de prés-carrés et de zones d'influence, est pour le moins inapproprié.

### **3. *Le Sud a aussi sa partition à jouer***

De ce vaste réajustement, le Nord ne détient certes pas toutes les commandes. Les pays du Sud ont aussi besoin que leurs gouvernements se préoccupent davantage d'éducation et de science, et qu'ils accordent en conséquence plus de respect à leurs scientifiques. Ces derniers doivent pouvoir se mouvoir et s'exprimer librement, afin d'être en mesure de rester dans leurs pays pour y travailler. Ils ont aussi besoin que la science y soit reconnue comme une activité sociale honorable, procurant à ceux qui s'y consacrent un niveau de vie décent.

Il est vrai que les pandémies, la pauvreté et les guerres civiles obèrent gravement les chances de développement, et que les gouvernements confrontés à de telles situations font face à d'autres priorités. Mais pour douloureuses et tragiques qu'elles soient, ces situations extrêmes ne concernent fort heureusement qu'une toute petite fraction du Sud. Partout ailleurs, les problèmes sont certes ceux de l'appauvrissement, de la détérioration des termes de l'échange, mais ils sont surtout à travers eux ceux de l'insertion équitable de ces pays dans la communauté des hommes, afin qu'ils y prennent toute leur place et l'enrichissent du génie de leurs peuples.

Dans cette dynamique, le développement scientifique est-il totalement subordonné à la prospérité économique ? Mais alors que celle-ci ne peut plus reposer, dans un contexte économique et des marchés mondialisés, que sur la compétitivité que donne le recours aux technologies les plus actuelles, comment acquérir celles-ci dans un contexte de paupérisation et de pauvreté ? Le dénouement de cette étreinte fatale passe certes, aujourd'hui comme hier, par le recours à la coopération internationale, mais aussi sans doute par l'inversion d'une hiérarchie de priorités jusque-là reconnue comme intangible.

Et si le développement scientifique n'était pas seulement un produit, mais bien plutôt un acteur du développement ? Le formidable essor de l'industrie indienne du logiciel, appuyé sur un potentiel scientifique patiemment construit, est une illustration frappante de cette thèse. D'autant plus frappante d'ailleurs que le potentiel mobilisé ne concerne pas les seules disciplines technologiques, celles qui ont les faveurs exclusives de certaines organisations internationales, mais qu'il s'étend à des disciplines qui, à l'instar des mathématiques, sont considérées comme un luxe dont il conviendrait de laisser la charge aux pays nantis. Cette vision, qui date de l'ère pré-informatique, n'a pas encore intégré le fait que les instruments conceptuels deviennent aujourd'hui des objets technologiques lorsqu'ils sont codés et intégrés dans un ordinateur. En particulier, outre l'irremplaçable rôle de formation des esprits qu'elles ont toujours joué, les mathématiques sont aussi devenues un puissant outil effectif de modélisation et de solution de multiples problèmes techniques liés au développement. Dans les pays industriels, elles ont longtemps été l'apanage des enfants issus des couches les moins favorisées, auxquels elles permettaient un accès plus aisé, parce que moins tributaire des acquis socialement discriminants, à la culture et à l'intégration citoyenne. Elles renouent aujourd'hui avec ce rôle à l'échelle planétaire, en offrant aux pays non industriels une seconde chance de développement, puisque celui-ci repose désormais, grâce à l'explosion de l'informatique et des outils de modélisation, davantage sur l'intelligence, qui est la chose au monde la mieux partagée, et un peu moins sur les infrastructures et les richesses accumulées. Encore faut-il que ces pays aient la capacité – et la volonté – d'en maîtriser les ressorts. Car si l'appropriation d'une science peut naturellement s'accommoder d'une période transitoire d'acquisition passive, elle ne peut en revanche durablement aboutir auprès de peuples qui s'excluraient du processus de son élaboration. Loin de constituer un luxe ou une option, l'existence d'une activité scientifique y apparaît est donc comme une nécessité vitale pour leur effort de développement durable.

Des handicaps structurels et idéologiques majeurs, auxquels il conviendrait de s'attaquer pour gagner sa place au soleil, continuent cependant d'entraver ces mutations. Une caractéristique bien connue des pays en développement est en effet l'hypertrophie de leurs sociétés politiques par rapport aux sociétés civiles. La

réussite sociale passe nécessairement par l'insertion au sein de la première, à laquelle aucun acte de légitimation ne saurait échapper, et l'activité productrice de richesses, et plus encore de richesses intellectuelles, s'en trouve reléguée au second plan. L'enjeu majeur du développement, et sans doute l'un de ses indicateurs les plus pertinents, se situe donc dans l'émergence de légitimités qui se substituent progressivement à celles du politique dans les champs où celle-ci ne s'est finalement installée que par défaut. Cela passe par une appropriation des secteurs concernés par leurs acteurs sociaux, grâce à une reconnaissance que leurs sociétés ne sont souvent pas en mesure de leur octroyer, mais qui est pourtant la seule en mesure de leur procurer l'autorité morale et intellectuelle et l'espace nécessaire d'intervention autonome qui en découle. Le scientifique du tiers-monde se trouve en effet piégé entre la figure a-citoyenne de l'expert compétent mais silencieux, souvent rêvée par les pouvoirs bien que ne recouvrant aucune réalité durable, et celle symétrique – et tout aussi mythique – que lui renvoient certaines organisations internationales, d'un idéal citoyen interdit d'expertise. L'une et l'autre, procédant en fait de la même logique, répondent à la contradiction essentielle du sous-développement non par son dépassement, mais par une mutilation reproduisant à l'infini ses deux faces.

Là encore, l'activité scientifique apparaît comme un possible accélérateur de la mutation. Parce ce qu'elle est par essence fondée sur la reconnaissance internationale, elle se prête tout naturellement au développement des segments d'autonomie sans lesquels il n'est pas de sociétés civiles. Parce qu'elle repose sur un socle universellement partagé de normes et de valeurs, elle est aussi porteuse de ce germe essentiel de démocratie que constitue la nécessité permanente de reconquérir l'autorité et de la légitimité auprès de sa propre communauté. Qu'une telle activité s'installe donc, et les valeurs qu'elle véhicule quitteront progressivement l'encre et le papier des déclarations plus ou moins universelles, pour devenir une réalité tangible, et peu importe qu'elle soit marginale pour commencer, dans des sociétés en mouvement. Les pays du Nord peuvent certainement aider à ces évolutions, en mettant ces questions au centre de ses préoccupations, plutôt que leurs éternelles et dérisoires interrogations sur les catégories de sciences<sup>7</sup> qui seraient les plus utiles aux pays en développement, et en les mettant en avant dans ses programmes de coopération.

#### **4. Nord et Sud sont dans un bateau...**

Le débat sur le développement scientifique du Sud a trop longtemps relevé de la seule éthique, qui refuse de classer les nations en deux catégories, celles qui auraient accès à la science et celles qui ne l'auraient pas, et qui s'efforce de réduire l'écart entre le postulat de l'égalité en droit des hommes devant l'éducation, la science et la culture d'une part, et la criante inégalité qui est la leur devant la géographie. Les scientifiques de pays riches s'efforcent certes depuis toujours, en pesant de tout leur poids auprès de leurs gouvernants, de faire prévaloir ces principes dans les rapports de leurs pays avec ceux du Sud. Mais si des avancées considérables ont été réalisées, l'histoire de ces dernières années a amplement prouvé la fragilité de cette approche face aux bouleversements géostratégiques, et aux recentrages égoïstes qui en découlent.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la conscience que la chute du Sud entraîne inexorablement le reste du monde vers les abîmes. Ce qui est prometteur, c'est que la poursuite d'un objectif profitable à ses partenaires du Sud apparaît de plus en plus comme une nécessité vitale pour le versant Nord de la Francophonie, et pour la survie solidaire de l'ensemble, comme elle apparaît vitale pour la diversité culturelle et l'équilibre multipolaire du monde, face aux dangers du modèle unique. Ce qui est nouveau et prometteur enfin, c'est la conscience de plus en plus grande que le développement, s'il repose certes sur la stabilité, ne peut s'inscrire dans la durée que si cette stabilité provient de l'équilibre interne des sociétés et de leur bonne gouvernance.

Nord et Sud de la Francophonie sont désormais dans un même bateau, qu'il leur appartient de diriger convenablement pour qu'il survive aux turbulences de la période historique que nous traversons. La culture politique des dirigeants, ceux du Nord comme du Sud, n'a hélas pas encore pris la mesure pratique de ces enjeux, au-delà des discours de circonstance. Mais il serait bon que cela ne tarde pas trop, tant il devient chaque jour plus clair que, dans le marigot qu'est devenu notre monde, il pourrait bientôt ne plus y avoir de place pour un second crocodile.

---

<sup>7</sup> Ne s'agit-il pas de science ... tout simplement ?